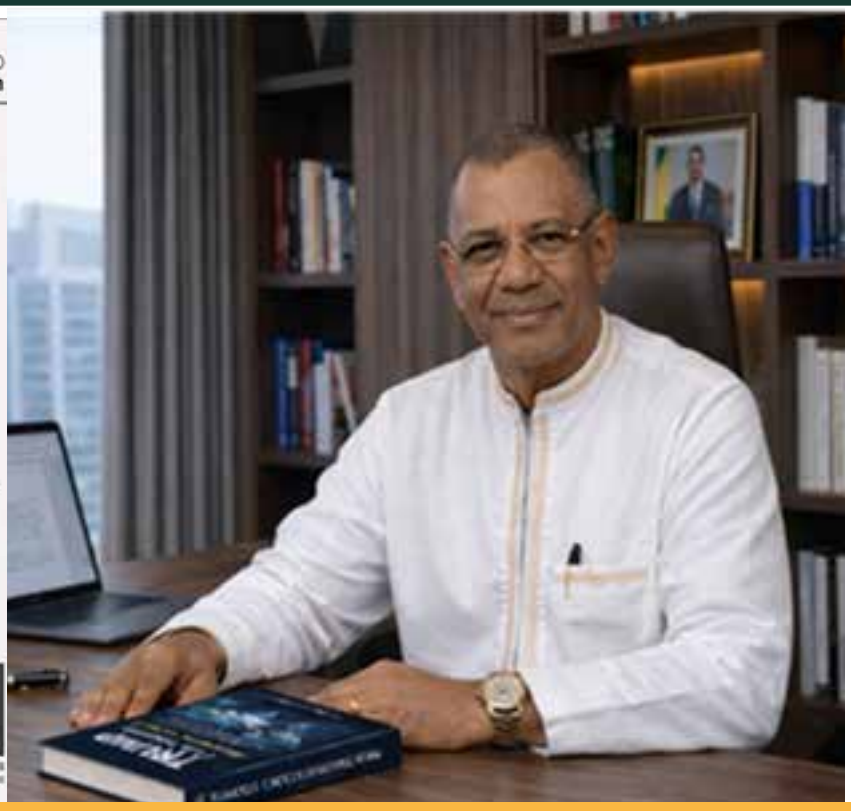
# Dougoukoloko : Les FAMa interviennent près de Koumantou et de Tonka

MALI
2051
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 13 NOVEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## L'école malienne à l'épreuve de l'avenir : Du 26ème Forum de Bamako à la refondation éducative



COP31 : Abdoulaye Maïga porte la voix du Sahel à Antalya



À Ouagadougou : L'AES passe au crible sa feuille de route

# Sommaire

P.04




P.31



P.29




**UNE /** L'école malienne à l'épreuve de l'avenir : Du 26ème Forum de Bamako à la refondation éducative — P 04

**BRÈVES /**
Mali : El Bechir Thiam raconte près de 5 mois aux mains de la sécurité d'état — P 21
Kati : La justice malienne rassemble sa mémoire — P 21
BAMEX 26 : Le Mali et la Türkiye renforcent leur coopération sécuritaire — P 22
Forum de Bamako : Les étudiants de l'IHEM au cœur des débats sur l'éducation — P 23

**ACTUALITÉ /**
Dougoukoloko : Les FAMa interviennent près de Koumantou et de Tonka — P 25
Justice au Mali : Le PNUD équipe les services pour déployer e-Justice — P 27

**POLITIQUE /**
À Ouagadougou : L'AES passe au crible sa feuille de route — P 29
COP31 : Abdoulaye Maïga porte la voix du Sahel à Antalya — P 31

**CULTURE & SOCIETÉ /** Danbé et Maaya : À Bamako, les chefs traditionnels au cœur de la transmission — P 34

**INTERNATIONAL /**
UPA : Le Burkina Faso décroche le secrétariat général — P 36
Transports en Côte d'Ivoire : Des entreprises américaines proposent leurs solutions — P 37

**SPORT /** Forum international sur le sport : Dix éditions pour unir l'Afrique — P 39



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Rédacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissoko

**COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026**

**La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA)** a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

**À la clôture de l'exercice 2025**, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

**Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA**, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

**Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA**, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI ) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

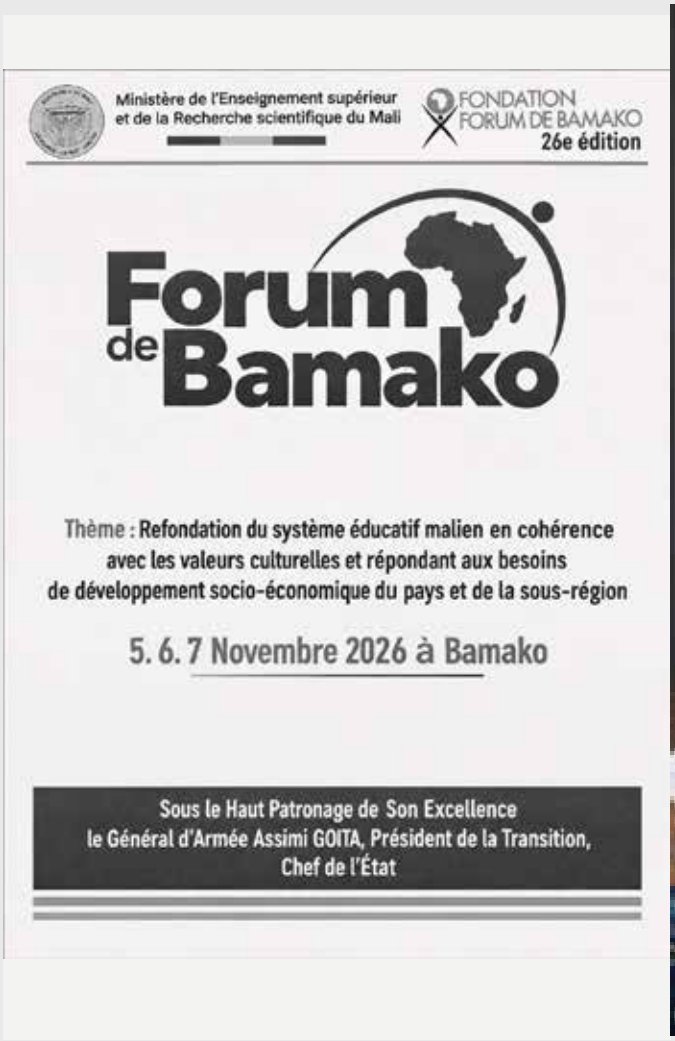
À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

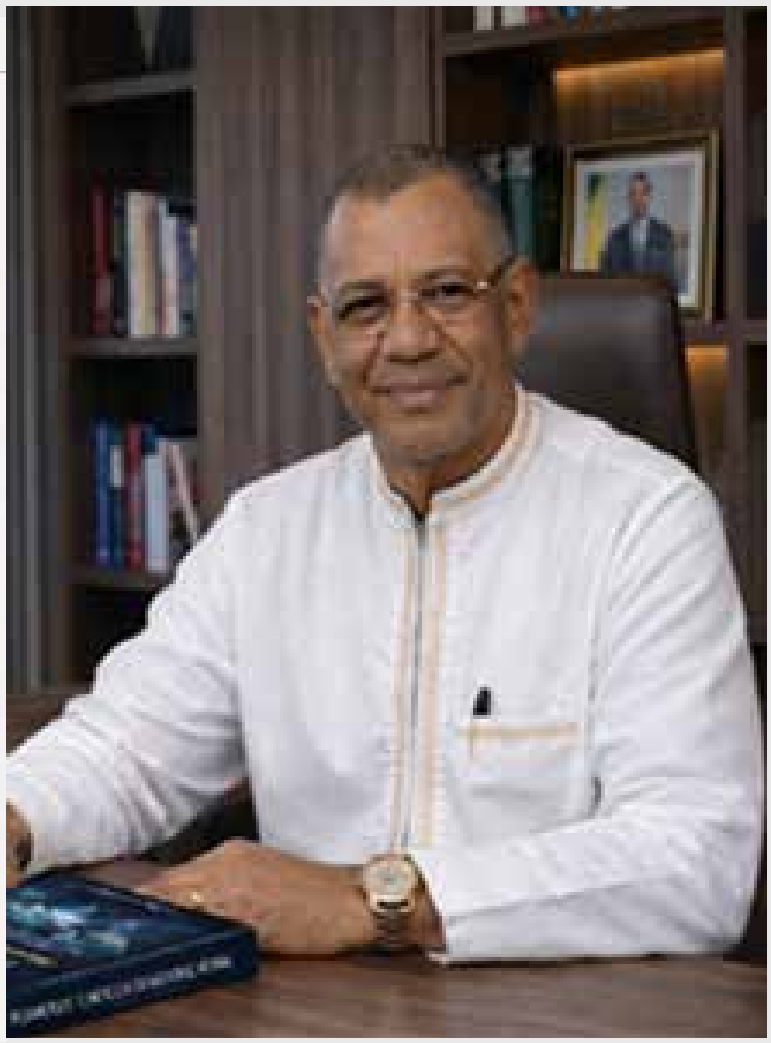
La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

**Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA**

**M. Yéhia Ag Mohamed ALI**

# L'école malienne à l'épreuve de l'avenir : Du 26ème Forum de Bamako à la refondation éducative



Il est des rendez-vous que l'on honore par fidélité, et d'autres qui vous rappellent pourquoi vous êtes resté fidèle. La 26e édition du Forum de Bamako, tenue du 5 au 7 novembre 2026, appartient à la seconde catégorie.

J'étais de l'aventure dès ses premiers pas, comme membre fondateur, aux côtés de mon frère Abdoullah Coulibaly, qui a porté ce projet depuis 2001 avec une ténacité que les années n'ont jamais émoussée. J'ai assisté depuis à une quinzaine d'éditions. J'ai vu le Forum débattre de démocratie quand le Mali en était la vitrine, de sécurité quand le Sahel s'embrasait, de géopolitique quand le monde basculait. J'ai vu de grandes éditions et d'autres plus convenues. Aussi est-ce en pesant mes mots que je l'écris : à mon humble avis, cette 26e édition fut l'une des meilleures, pour ne pas dire la meilleure.

La meilleure parce que le sujet était le bon. En choisissant pour thème « S'enraciner pour se moderniser : quelle éducation pour construire le Mali de 2063 ? », le Forum s'est attaqué à la question dont toutes les autres dépendent. On peut négocier un accord minier, reconstruire une route, réformer une administration. On ne rattrape jamais une génération qui n'a pas appris à lire.

La meilleure aussi parce que l'État était là, et pas seulement en effigie.

Il faut en rendre hommage au Président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, qui a accepté de placer ce Forum sous son Haut Patronage, en cohérence avec sa décision de faire de 2026-2027 l'Année de l'Éducation et de la Culture. Hommage au Premier ministre, le général de division Abdoulaye Maïga, et à son gouvernement, dont le financement a rendu possible une rencontre de cette ampleur, du Centre international de conférences de Bamako au Radisson Collection.

Hommage enfin aux quatre ministres qui ont ouvert les travaux et animé le panel de haut niveau : le Pr Bouréma Kansaye, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, partenaire et cheville ouvrière de cette édition ; le Dr Amadou Sy Savané, ministre de l'Éducation nationale ; Mme Oumou Sall Seck, ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; M. Mamou Daffé, ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme. Voir quatre membres du gouvernement débattre ensemble, sur une même estrade, de l'école, de l'emploi et de la culture, c'est déjà un message : la refondation de l'école n'est pas l'affaire d'un seul ministère.

Je veux associer à cet hommage mes frères et amis Boubacar Sidiki Traoré, conseiller spécial du Président, et Harouna Niang, Président de la Commission scientifique de la Fondation du Forum de Bamako, aux côtés du Président Abdoullah Coulibaly. Leur engagement dans cette œuvre collective mérite des félicitations chaleureuses. La meilleure manière de leur rendre justice est de prolonger les débats par une lecture exigeante de ce qu'ils rendent possible.




*Les quatre ministres au panel de haut niveau du 26e Forum de Bamako.*

Le quatrième panel ou l'école qui mène quelque part

De ces trois jours, deux panels m'ont particulièrement marqué. Le quatrième, consacré à l'éducation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat, a posé la question qui accompagne tant de sacrifices familiaux : à quoi servira le diplôme de mon enfant ? L'apprentissage en situation de travail, l'alternance et les relations entre établissements et entreprises ont donné à cette interrogation des perspectives concrètes.

Les présentations de Fanga School ont surtout montré que la synthèse recherchée par le Forum existe déjà dans des initiatives maliennes. Le projet porté par Souleymane Coulibaly associe la formation de l'esprit à la pratique et aux savoir-faire locaux. Il invite à enseigner un métier comme une possibilité d'accomplissement, au lieu d'en faire seulement le refuge de l'échec scolaire.

La portée de cet exemple est politique. Nous ne pouvons demander à la jeunesse de produire et d'innover tout en réservant le prestige aux fonctions de bureau. Le Forum a ouvert une brèche dans cette hiérarchie. Il faut maintenant lui donner une traduction : des qualifications reconnues, des passerelles vers les études supérieures et des activités qui permettent de vivre dignement. Une société ne transforme pas son économie sans revoir aussi les figures de la réussite qu'elle propose à ses enfants.




*Le quatrième panel du Forum, consacré à la formation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Photo : AMAP.*

Le cinquième panel ou la souveraineté par le savoir

Le cinquième panel, consacré à l'université, à la recherche, aux sciences, au numérique et à l'intelligence artificielle, prolongeait la même ambition à une autre échelle. Les TDR lui assignaient une orientation essentielle : faire progresser l'enseignement supérieur vers une production accrue de compétences, de connaissances et de solutions. La souveraineté cessait ainsi d'être seulement une affirmation politique ; elle devenait une question de capacité scientifique.

Cette articulation entre les deux panels est l'une des forces du Forum. L'atelier a besoin de techniciens capables de maîtriser des procédés ; le pays a besoin de chercheurs capables de les comprendre, de les adapter et parfois de les renouveler. Opposer la formation professionnelle à l'enseignement supérieur conduirait à affaiblir les deux. Une économie se transforme lorsque les connaissances circulent entre les lieux où l'on étudie et ceux où l'on produit.

Le Mali peut disposer de terres, de soleil et de minerais tout en dépendant d'autres pour déterminer ce qu'il peut en faire. L'enjeu du savoir est de réduire cette dépendance : apprécier une expertise, discuter un contrat technique, mesurer un risque, choisir une technologie et l'entretenir. La richesse du sous-sol ne remplace jamais la compétence de ceux qui en négocient l'avenir. Une nation doit pouvoir interroger les solutions qu'on lui vend.

L'intelligence artificielle rend ce débat plus urgent. Elle peut faciliter l'accès à des ressources et soutenir le travail des enseignants. Mais l'accès à une réponse ne garantit pas l'acquisition du raisonnement qui permet de la vérifier. Si nos établissements deviennent de simples consommateurs d'outils conçus ailleurs, la modernisation pourra renforcer la dépendance qu'elle prétend combattre.

Voilà pourquoi les deux panels appellent une même exigence : former des personnes capables d'agir, et des institutions capables d'apprendre. La qualité du Forum tient à cette cohérence. Encore fallait-il que les conclusions lui donnent un prolongement. Le projet de feuille de route s'y emploie ; c'est à présent sa capacité de transformation qu'il convient d'examiner.

Une feuille de route contre l'éternel recommencement

Le premier mérite des propositions est de refuser de repartir de zéro. Le Forum traite les États généraux comme un acquis à traduire en action. Ce choix paraît modeste ; il est décisif. Une réforme perd une partie de sa force lorsque chaque nouvelle équipe recommence à établir ce que les précédentes avaient déjà compris. La mémoire administrative devrait être une ressource, non un dépôt de documents que personne ne consulte.

La proposition centrale est un Programme décennal intégré de refondation, sur une période indicative de 2027 à 2036, en cohérence avec la Vision Mali 2063 et la SNEDD 2024-2033. Le calendrier suggère d'engager son élaboration dans les trois mois suivant la clôture et de parvenir à son adoption dans les douze mois. La version transmise reste un document de propositions soumis à validation : cette horloge est une ambition à reprendre par les autorités, non la preuve qu'un engagement gouvernemental est déjà exécuté.

L'intérêt est moins dans le mot « décennal » que dans le mot « intégré ». L'école, la formation professionnelle, l'université et la recherche ne peuvent progresser durablement comme des administrations voisines qui se rencontreraient seulement au moment des cérémonies. Le programme doit relier leurs finalités, leurs parcours, leurs moyens et leurs résultats. Sans cela, une bonne réforme à un niveau peut simplement déplacer les difficultés vers le suivant.

Les six ensembles de recommandations dessinent cette cohérence : programmation et gouvernance ; accès et équité ; qualité et articulation des parcours ; compétences et économie ; recherche et numérique ; financement et responsabilité. Leur portée est renforcée par une exigence de méthode : chaque réforme doit être associée à un coût, à une source de financement, à un responsable et à une manière d'en mesurer les effets.

Le tableau de bord public, les revues annuelles et les évaluations indépendantes peuvent changer la nature du débat. Il ne s'agirait plus seulement de demander si une mesure a été annoncée, mais si elle fonctionne. Le document a aussi la prudence de réserver les cibles chiffrées à la consolidation des données. Il vaut mieux connaître le point de départ avant de promettre une distance à parcourir.

Le Forum propose ainsi une discipline de gouvernement. Sa réussite dépendra de la capacité à la maintenir lorsque les priorités concurrentes, les changements de responsables et les contraintes de trésorerie mettront cette discipline à l'épreuve.

Réunir les parcours et transmettre sans enfermer

Sur le fond, deux propositions méritent une attention particulière. La première relie l'enracinement culturel aux sciences et à la modernité. La seconde organise les passerelles entre écoles classiques, médersas, écoles franco-arabes, écoles coraniques, apprentissage et formation professionnelle. Ensemble, elles esquissent une unité éducative qui respecte la diversité de la société.

Ce rapprochement est stratégique. Lorsque les parcours ne communiquent pas, le choix fait tôt par une famille peut limiter durablement les possibilités de l'enfant. Le socle commun proposé doit garantir des compétences fondamentales et permettre de poursuivre sa formation. Une passerelle ne vaut toutefois que si elle offre une remise à niveau, une évaluation adaptée et une place accessible dans le parcours d'accueil. Une équivalence sur le papier ne suffit pas à rendre un passage praticable.

Le programme d'apprentissage et de qualification pour tous prolonge cette logique en direction de ceux qui ont quitté l'école. Il associerait alphabétisation, rattrapage, formation, certification et insertion. Le Forum affirme ici un principe de justice : un accident de scolarité ne doit pas devenir une condamnation à vie.

L'enracinement appelle la même ouverture. Transmettre l'histoire, les langues et les savoirs locaux doit permettre de mieux comprendre son monde, puis d'accéder à d'autres connaissances. Une culture vivante accepte d'être interrogée. Si l'école enseigne seulement la déférence, elle peut transmettre des réponses anciennes sans former les esprits qui résoudront des problèmes nouveaux. Le citoyen dont le Mali a besoin doit être capable de respecter un héritage et d'exercer son jugement.



*Initiation à l'écriture N'Ko dans le projet Fanga. Photo d'archive : Fanga School / CRDERMS.*

Les quatre silences que le Forum nous oblige à entendre

Un bon document se juge à ses propositions, mais aussi aux décisions qu'il laisse en suspens. J'appelle ici « silences » ces espaces entre l'intention formulée et la réponse concrète encore attendue. La nuance est importante : la continuité éducative, les enseignants et le financement figurent dans le projet. Le problème n'est pas leur absence du vocabulaire ; il est la précision insuffisante des premiers engagements.

Le premier silence concerne l'urgence. Le calendrier prévoit une conception du programme en 2027, des premières mesures et expérimentations en 2027-2028, puis une généralisation progressive. Cette temporalité est défendable pour transformer des institutions. Elle ne répond pas, à elle seule, au temps de l'enfant qui a déjà perdu sa classe.

Le communiqué de l'UNICEF du 2 octobre 2026 faisait état de 2 444 écoles non fonctionnelles, affectant plus de 733 000 enfants et près de 14 700 enseignants. Ce constat de rentrée donne la mesure du problème. Derrière ces nombres, des apprentissages s'interrompent, les écarts se creusent et le retour à l'école devient plus difficile à mesure que l'attente se prolonge.

La feuille de route énumère sept mesures à engager sans attendre, largement consacrées au suivi, aux inventaires, aux données et à la préparation d'expérimentations. Elles sont utiles. Mais le risque est de répondre à l'urgence principalement par les instruments nécessaires à sa connaissance. Le Forum, qui invite à dépasser les diagnostics, doit aussi nous aider à dépasser cette contradiction.

Je propose donc un plan immédiat de continuité éducative conduit parallèlement au programme décennal. Il renforcerait les écoles d'accueil, prévoirait des espaces temporaires lorsque les conditions le permettent, soutiendrait les enseignants et organiserait des parcours de rattrapage. La radio et les supports imprimés peuvent être préférables à une plateforme inaccessible. La protection des élèves et des personnels doit commander les décisions de réouverture.

Le résultat à suivre serait le nombre d'enfants effectivement rejoints et maintenus dans les apprentissages. Un bâtiment déclaré ouvert ne garantit pas qu'un enseignement y est assuré. La fidélité à l'ambition du Forum se mesurera d'abord à ce retour du service réel.

Le silence des premières années et de la langue pour apprendre

Le deuxième silence concerne le commencement même de l'éducation. Le dossier transmis par le Forum au Gouvernement comporte une remarque appelant à couvrir toute la chaîne, du préscolaire au supérieur. Mais cette exigence n'y devient pas encore un dispositif identifiable, avec une progression, des personnels et des moyens propres. Dire que le programme embrassera tous les niveaux ne suffit pas à protéger ceux qui restent les moins visibles.

Le préscolaire doit être pensé comme une préparation au langage, à l'attention, à la découverte et à la vie collective. Son développement demande un lien avec la santé, la nutrition et les familles. Sans ciblage des territoires les moins servis, son expansion pourrait surtout bénéficier à ceux qui disposent déjà d'un environnement favorable. Une refondation soucieuse d'équité doit intervenir avant que les inégalités soient transformées en résultats scolaires.

La langue des premiers apprentissages reste également un arbitrage à expliciter. Le Forum affirme la place des langues nationales, mais cette orientation ne dit pas encore comment l'enfant passera de sa langue familière aux différentes langues nécessaires à son parcours. Il faut décider avec quels enseignants, quels manuels, quelle progression et quelles adaptations dans les classes multilingues.

L'enjeu est de compréhension autant que d'identité. Un élève qui déchiffre difficilement la langue de la leçon peut apprendre à réciter sans saisir. L'examen risque alors de mesurer une aisance linguistique héritée du milieu familial autant que la connaissance acquise à l'école. Sous une même épreuve, les enfants ne disposent pas des mêmes ressources pour apprendre.

La réponse ne peut être une séparation nouvelle : les langues nationales pour les moins favorisés, les langues internationales pour les autres. L'objectif doit être une compétence linguistique plus large pour tous. Cela appelle des transitions préparées, des expérimentations évaluées et une extension accompagnée. Les enfants ne doivent pas payer, par une rupture de leurs apprentissages, le prix d'une réforme insuffisamment organisée.

Le principe du Forum, s'enraciner pour se moderniser, trouve ici son épreuve la plus intime : l'enfant comprend-il ce qu'on lui demande ? Peut-il expliquer ce qu'il a appris ? Une politique linguistique commence à produire ses effets lorsque cette compréhension progresse, bien avant que ses promoteurs puissent en célébrer les symboles.

Le silence de l'argent et la vérité des priorités

Le troisième silence porte sur le financement. Le projet prévoit un cadre de dépenses, un examen des coûts et une stratégie de financement. Son calendrier situe le chiffrage du programme entre le sixième et le neuvième mois. Il serait donc inexact de lui reprocher d'ignorer l'argent. La difficulté est ailleurs : les premières interventions ne disposent pas encore d'une enveloppe et d'une couverture clairement établies.

Une ambition peut attendre d'être intégralement chiffrée ; l'urgence ne le peut pas. Il faut distinguer le financement du programme à dix ans de celui des mesures à engager immédiatement. Les administrations concernées devraient identifier les crédits disponibles, les possibilités de redéploiement et les besoins supplémentaires selon les procédures budgétaires applicables. Le fait qu'un budget ait été préparé avant le Forum ne prouve pas qu'aucune de ses priorités ne puisse y trouver place ; il oblige à vérifier cette articulation.

Le choix essentiel consiste à protéger le fonctionnement éducatif. Salaires réguliers, moyens pédagogiques, accompagnement des maîtres et entretien des établissements doivent être prévus avant de multiplier les équipements dont personne ne garantira l'usage. Une inauguration rend un investissement visible ; seule la continuité du service lui donne son sens.

Le Forum insiste justement sur l'efficience. Il faut en tirer toutes les conséquences, sans en faire le prétexte d'une réduction générale des moyens. Un manuel livré trop tard, un laboratoire sans consommables ou une formation sans suivi représentent des dépenses dont la portée est diminuée. Comprendre ces pertes permet de mieux financer la qualité. Le coût le plus faible sur un devis peut devenir le coût le plus élevé si le service n'est pas rendu.

Le recours aux partenaires n'annule pas la souveraineté éducative. Celle-ci se fragilise lorsque les priorités se dispersent au gré des projets et que les charges futures ne sont pas prises en charge. Il faut une trajectoire nationale de financement, des concours extérieurs inscrits dans le même cadre et des engagements réalistes pour la période qui suit chaque projet.

La question que le Forum laisse à l'État est donc précise : quelle part de l'ambition éducative sommes-nous capables de garantir dans la durée, et quels arbitrages sommes-nous prêts à assumer pour y parvenir ? Une priorité n'existe pleinement que lorsqu'elle résiste à la concurrence des autres dépenses.

Le silence du pilote et le risque de la dispersion

Le quatrième silence concerne l'autorité qui conduira la transformation. Le projet dessine une orientation politique, un pilotage stratégique, un secrétariat technique, un conseil scientifique, une concertation et une revue indépendante. Mais il laisse encore ouverte, parmi les décisions attendues, l'identification de l'institution chargée de porter la décision gouvernementale. L'architecture est envisagée ; le pouvoir effectif d'arbitrage reste à établir.

L'expérience gouvernementale enseigne qu'une responsabilité partagée peut devenir une responsabilité introuvable si personne ne tranche. Un département révise les contenus, un autre organise la formation, les moyens suivent un calendrier distinct et les collectivités reçoivent des obligations qu'elles ne peuvent financer. Chacun peut remplir une partie de sa mission sans que l'enfant bénéficie du résultat attendu.

Je propose un portage politique à la Primature, avec des responsabilités sectorielles explicites et un secrétariat technique resserré. Son utilité serait de résoudre les blocages entre administrations, de suivre les engagements et de préparer les arbitrages. Il ne faudrait pas qu'une structure nouvelle ajoute une validation supplémentaire à chaque décision. La coordination doit réduire la distance entre une intention nationale et son application dans une classe.

La générosité du document comporte aussi un risque de dispersion. Quinze conclusions, dix-neuf recommandations, huit axes d'architecture et quinze actions de mise en œuvre constituent une matière riche. Cette richesse doit être ordonnée pour éviter que tout devienne prioritaire et que rien ne le soit réellement.

Je regrouperais l'exécution en trois composantes : les décisions politiques, qui fixent les finalités et les responsabilités ; les chantiers pédagogiques et techniques, qui organisent les parcours et les moyens d'enseigner ; le financement et la reddition des comptes, qui relient les ressources aux résultats. Cette présentation ne retranche rien aux ambitions du Forum. Elle permet de savoir qui doit agir, avec quel mandat et devant qui il doit répondre.

Un ancrage juridique et une programmation pluriannuelle peuvent protéger la continuité. Ils ne remplacent toutefois ni l'appropriation par les acteurs ni le suivi public. Une réforme éducative doit survivre aux changements de personnes parce qu'elle a acquis une utilité reconnue, pas seulement parce qu'elle figure dans un texte.

Derrière les silences une crise de confiance envers l'école

Ces quatre silences renvoient à une question plus profonde que le Forum nous invite à affronter. La crise scolaire est aussi celle d'une promesse : apprendre devait permettre de s'élever, de servir et de vivre dignement. Une famille qui consacre une part de ses ressources à la scolarité accomplit un acte de confiance. Lorsque les apprentissages restent fragiles et que le diplôme ouvre sur une attente indéfinie, cette confiance se détériore.

Il ne faut pas pour autant idéaliser l'école d'autrefois. Elle pouvait offrir une promotion visible à ses diplômés sans être accessible à tous. Notre défi est plus exigeant : donner au plus grand nombre une qualité autrefois réservée, de fait, à une minorité. Revenir à une sélection plus étroite ne résoudrait pas cette exigence de justice.

Le Forum apporte deux réponses complémentaires : un socle commun et une politique intégrée des enseignants. Leur articulation est essentielle. Une difficulté de lecture non traitée rend plus difficile l'apprentissage des sciences, de l'histoire et même la compréhension d'un problème de mathématiques. Le programme avance, l'élève reste en arrière, puis l'écart est interprété comme une incapacité générale. Il faut intervenir avant que la difficulté ne devienne une identité.

Je propose des évaluations diagnostiques brèves au primaire, suivies de périodes régulières de remise à niveau. L'enseignant doit pouvoir reprendre une notion non acquise sans être sanctionné pour son retard dans un programme trop chargé. Les examens, les manuels et l'inspection doivent soutenir cette priorité. On ne peut demander d'enseigner le raisonnement si la réussite demeure principalement liée à la restitution.

Cette responsabilité doit être réciproque. L'État doit assurer aux maîtres une rémunération régulière, une carrière lisible, un accompagnement en classe et des conditions d'affectation défendables. Les familles sont en droit d'attendre présence, préparation et suivi. La formation continue gagnerait à reposer davantage sur l'observation des pratiques, le travail entre collègues et l'analyse des difficultés rencontrées.

Évaluer doit enfin permettre d'aider. Une école accueillant des élèves très vulnérables peut faire beaucoup progresser ses enfants sans atteindre immédiatement les résultats d'un établissement favorisé. Reconnaître cette progression évite de décourager ceux qui acceptent les missions les plus difficiles. C'est ainsi que la culture des résultats proposée par le Forum peut devenir une culture du progrès.

Ce que Fanga oblige à changer dans notre idée de la réussite

L'exemple de Fanga ne vaut pas seulement comme une réussite à célébrer. Il oblige à examiner la séparation entre le geste et la pensée. Fabriquer, mesurer, cultiver et expérimenter peuvent donner un sens à des connaissances que l'élève ne s'approprie pas par la seule récitation. La pratique devient un chemin vers l'abstraction, à condition d'être accompagnée par une véritable pédagogie.

Le rôle de l'État serait de documenter ces expériences et d'en soutenir l'évaluation. Quels acquis produisent-elles ? À quel coût ? Avec quelle formation des maîtres ? Dans quelles conditions peuvent-elles être adaptées ailleurs ? La généralisation ne doit pas dépendre du seul enthousiasme pour un fondateur. Le Forum pourrait encourager un dispositif d'expérimentation associant établissements et chercheurs, avec publication des résultats comme des difficultés.

Cette rencontre entre le savoir et la production me ramène à Harouna Niang. Sa réflexion sur les fermes intelligentes a inspiré les projets d'Alex dans mon roman Là où finit la nuit, dont la publication aux Éditions Les 3 Colonnes est prévue en février 2027. Cette filiation rejoint exactement l'intuition du Forum : la connaissance acquiert toute sa portée lorsqu'elle aide à transformer la vie.

Une ferme intelligente demande de comprendre le sol, l'eau, l'énergie, la maintenance et les débouchés. L'écran ne remplace aucune de ces compétences ; il peut les relier. Former à cet ensemble donnerait au monde rural une place dans l'imaginaire de la réussite. L'école ne devrait pas laisser croire qu'il faut quitter son milieu pour que son intelligence soit reconnue.



*Relier les connaissances aux savoir-faire. Photo d'archive : Fanga School / CRDERMS.*

Relier les compétences aux choix de développement

La cartographie prospective des métiers recommandée par le Forum doit être reliée à une politique de production. Une formation insuffisamment adaptée peut expliquer qu'une entreprise ne trouve pas les compétences nécessaires ; elle n'explique pas à elle seule l'absence d'entreprises capables de recruter. L'école ne peut résoudre, par ses programmes, le manque d'investissement, d'énergie fiable ou de débouchés.

Je propose des accords territoriaux de compétences autour d'activités identifiées : agriculture et transformation, services miniers, énergie, maintenance ou construction. Établissements, entreprises et collectivités détermineraient les qualifications, les capacités d'apprentissage et les engagements d'accueil. La formation professionnelle gagnerait en dignité si elle permettait de progresser vers des qualifications supérieures. Elle ne doit plus être une voie dont il serait impossible de sortir.

La recherche complète cette transformation. Quelques équipes durablement soutenues, avec des équipements entretenus et un encadrement doctoral solide, peuvent produire davantage qu'une dispersion de laboratoires privés de fonctionnement. Les contrats de performance proposés doivent apprécier la qualité scientifique, la formation et la circulation des connaissances, sans réduire l'université à une prestation immédiate. Les sciences humaines éclairent les sociétés auxquelles les réformes s'adressent ; elles ont toute leur place.

Le cadre national du numérique et de l'IA doit enfin protéger les données, permettre de changer de fournisseur et privilégier les usages adaptés aux programmes et aux langues. L'enjeu du Forum n'est pas d'ajouter un équipement à l'école : il est d'augmenter sa capacité à faire comprendre. Une réponse produite par une machine ne doit jamais dispenser l'élève d'expliquer son raisonnement.



*Le Centre d'intelligence artificielle et de robotique du Mali, à Kati-Sirakoro Niaré.*

Trois mois pour donner une première traduction au Forum

Le délai de trois mois proposé après la clôture conduit au 7 février 2027. Ce pourrait être un premier rendez-vous de responsabilité, si les autorités retiennent ce calendrier. Il ne s'agit pas d'avoir résolu en trois mois les difficultés de l'école, mais d'avoir rendu la transformation concrète : un portage identifié, des priorités ordonnées et les premières ressources mobilisées.

Le premier acte devrait être une décision de lancement qui précise le périmètre, les responsabilités et la manière dont les administrations travailleront ensemble. Le préscolaire doit y apparaître explicitement. Les langues d'apprentissage, les passerelles entre parcours et l'accompagnement des enseignants doivent être désignés comme des chantiers à préparer avec les acteurs, au lieu d'être renvoyés à une formule générale sur la refondation.

Le deuxième acte serait un premier ensemble d'interventions de continuité éducative, financées et territorialisées. Le choix des lieux doit reposer sur les besoins et les possibilités de protection, non sur la seule facilité de réalisation. Dans les zones d'accueil, renforcer l'offre pour tous les enfants peut éviter d'opposer les déplacés aux familles déjà présentes. Les parcours de rattrapage doivent tenir compte de l'âge et des acquis réels.

Le troisième acte serait de publier quelques données fiables sur le fonctionnement des établissements, les enfants accompagnés, les enseignants disponibles et les moyens effectivement reçus. Le tableau de bord proposé par le Forum gagnerait à commencer modestement, avec des informations datées et des limites expliquées. La transparence ne consiste pas à multiplier les chiffres ; elle consiste à rendre les engagements contrôlables et à corriger les écarts.

Dans les douze mois envisagés pour l'adoption, le programme devrait présenter plusieurs scénarios de ressources, les dépenses récurrentes et les priorités protégées si les financements sont inférieurs aux attentes. Une stratégie qui dépend entièrement du scénario le plus favorable est une promesse fragile. La progression doit être assez résolue pour entraîner les acteurs et assez réaliste pour ne pas les décevoir une nouvelle fois.

Le Forum a rendu cette exigence formulable. Il nous appartient de ne pas la dissoudre dans une nouvelle succession d'annonces. La crédibilité se construira dans l'enchaînement des actes, jusqu'à l'enfant qui retrouve une classe et au maître qui reçoit enfin les moyens de sa mission.

Le Mali de 2063 commence dans la classe d'aujourd'hui

Au terme de cette lecture, mon jugement sur le Forum demeure celui de l'ouverture : cette édition compte parmi les plus fécondes. Elle a relié culture, apprentissages, métiers, recherche et gouvernance dans une même ambition. L'examen de ses silences n'en diminue pas la valeur. Il indique où l'ambition doit maintenant recevoir ses moyens.

L'enfant qui entre aujourd'hui à l'école sera, en 2063, parmi ceux qui porteront le pays. La vision que nous discutons sera devenue sa vie. Il aura reçu une capacité de comprendre, de produire et de choisir ; ou il aura hérité des conséquences de nos ajournements. C'est pourquoi le temps d'une réforme ne peut jamais nous faire oublier le temps d'une enfance.

L'école malienne a trouvé une boussole. Il lui reste à trouver ses moyens, un pilotage effectif et une continuité assez forte pour traverser les changements de personnes. Le Forum a fait œuvre utile en ouvrant ce chemin. La responsabilité nous revient désormais d'y avancer, avec assez de rigueur pour tenir nos engagements et assez de confiance pour laisser l'intelligence de nos enfants aller plus loin que la nôtre.

Je souhaite que la prochaine édition s'ouvre sur les suites de celle-ci : décisions prises, moyens mobilisés, progrès et difficultés. Le Forum ne se substituerait pas au Gouvernement ; il prolongerait son rôle de dialogue par une exigence de continuité. Après vingt-six éditions, il peut légitimement demander ce que deviennent les idées qu'il contribue à faire naître.



*La jeunesse au cœur de la refondation éducative.*

***Par Dr Hamed Sow***

***Expert international***

***Membre fondateur du Forum de Bamako***

***Ancien ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali***

***Ancien conseiller spécial du Président de la République***

***Ancien directeur général du CDE (ACP-UE Bruxelles)***

## - Abdourahamane TIANI

Au nom de ma famille et en mon nom propre, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Camarade Capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso, Président en exercice de la Confédération des États du Sahel, pour l'envoi d'une délégation conduite par S.E.M. Bassolma Bazié et le Capitaine Martha Céleste Anderson Medah, venue me présenter les condoléances du peuple frère du Burkina Faso, suite au rappel à Dieu de mon père, El Hadj TIANI HASSANE.

Dans cette épreuve douloureuse, votre solidarité, vos prières et votre présence à nos côtés nous ont profondément touchés.

Que Dieu, dans Sa miséricorde, accueille l'âme de notre père dans Son paradis et qu'Il nous donne la force d'être à la hauteur de son héritage.

Merci à toutes et à tous pour vos prières et vos marques de compassion.

#niger #Burkina



## - Mali Actu

Mali : un objectif de 4 142 mégawatts-crête solaires à la COP31

À Antalya, Abdoulaye Maïga a présenté les ambitions solaires du Mali et appelé les pays industrialisés à tenir leurs engagements financiers et environnementaux.




## - Djougal Beïdary Tamboura

Repos éternel à ton âme, Soldat de la paix, que le paradis Firdaws soit ta soit ta dernière demeure

Mes sincères condoléances à toute l'équipe de #wanep-mali en particulier et de #WANEP en général.

Nia Sanogo, soit forte et courage !




## - Présidence - République du Burundi

Le Chef de l'État burundais et Président en exercice de l'Union africaine, Son Excellence Evariste Ndayishimiye , a reçu en audience, ce 12 novembre 2026, au Palais Ntare Rushatsi, les évêques catholiques du #Burundi.

Les échanges ont porté sur l'état des relations entre le Gouvernement du Burundi et l'Église catholique, le rôle de cette dernière dans la vie nationale, ainsi que sur diverses préoccupations soulevées par les prélats concernant le développement du pays et le fonctionnement de leur institution ecclésiastique.

Le Chef de l'État a salué l'engagement et l'importante contribution de l'Église catholique dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, ainsi que dans l'enseignement religieux. Il a, par ailleurs, rassuré ses hôtes que la paix et la sécurité règnent sur toute l'étendue du territoire national. Concernant les préoccupations en matières l'économie, il a souligné que leur résorption nécessite l'engagement et la contribution de tous les citoyens.

Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a réaffirmé son rôle de père de la Nation et de garant de la laïcité de l'État burundais. Il a également assuré que le Gouvernement continuera de privilégier le dialogue, la collaboration et la concertation avec toutes les composantes de la société, dans le souci de préserver l'harmonie sociale et de consolider la cohésion nationale.



## - Canam-Mali Officiel.

Les basketteurs du Stade malien de Bamako, vainqueurs de la Coupe du Mali, présentent leur trophée au Directeur général de la CANAM

Ce jeudi 12 novembre 2026, une délégation de basketteurs du Stade malien de Bamako a rendu une visite de courtoisie au Directeur général de la Caisse nationale d'Assurance Maladie (CANAM), le médecin de brigade Boubacar Dembélé, afin de lui présenter la Coupe du Mali remportée par leur équipe, une compétition placée sous le haut parrainage du Général d'armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Au cours des échanges, le Directeur général de la CANAM a salué cette démarche et rappelé l'importance du sport dans la préservation de la santé des populations. Selon lui, la pratique régulière d'une activité physique constitue un véritable levier de

prévention contre plusieurs maladies, notamment le diabète et l'hypertension artérielle.

Il a souligné que le sport ne se limite pas à la compétition ou à la recherche de performances. Il représente également un pilier essentiel de la prévention sanitaire. En encourageant les populations, y compris les personnes vivant avec des maladies chroniques, à pratiquer une activité physique adaptée, il est possible de prévenir certaines complications et d'améliorer leur qualité de vie.

Le Directeur général a également mis en évidence les avantages économiques de cette approche préventive pour l'Assurance maladie obligatoire (AMO). En effet, une population en meilleure santé nécessite moins de prises en charge liées aux complications évitables, contribuant ainsi à la maîtrise des dépenses de santé.

À travers cette démarche, la CANAM réaffirme son engagement en faveur de la prévention et de la promotion de la santé, convaincue que le sport constitue un allié incontournable pour bâtir une société en meilleure santé.

SERCOM /CANAM

La CANAMest certifiée ISO 9001:2015



**- Miniankakai Sogoba**

#Russia : Camarade président Vladimir Poutine, a présidé une réunion du #Conseil de #sécurité #collectif de l'Organisation du traité de sécurité collective

Moscou, 11 novembre 2026

Un ensemble de documents a été signé après la réunion, y compris la Déclaration du Conseil de sécurité collectif.

Vladimir Poutine : Mes collègues et moi venons de mener un échange approfondi et productif dans un format restreint sur les problèmes de sécurité mondiale et régionale pressants.

Nous avons atteint une compréhension mutuelle sur presque toutes les questions discutées. Nous avons réaffirmé notre engagement à poursuivre des efforts conjoints pour contrer les défis aiguisés et les menaces à la sécurité collective.

Je suis ravi de constater que les membres du Conseil ont donné une évaluation positive des résultats du présidentat de la CSTO en 2026. Notre présidentat a bénéficié de l'aide amicale et de la soutien de nos collègues à travers l'Organisation.

Ensemble, nous avons organisé plus d'une centaine d'événements dans des domaines clés de coopération. Nous avons pris des mesures coordonnées pour promouvoir notre position collective sur le développement du CSTO, ce qui reflète dans la déclaration de la Conseil de sécurité collectif, que la Russie a proposé d'adopter aujourd'hui lors de la réunion.

Comme toujours, une attention particulière a été portée à l'amélioration de la prêt-à-porter opérationnelle et de la défense aérienne des forces et des équipements au sein du système de sécurité collective. Une série d'exercices conjoints a eu lieu à Belousof, en Kazakhstane, au Tajikistan et, bien

sûr, en Russie. En particulier, les forces CSTO ont réussi l'exercice Interaction 2026 dans la région de Chelyabinsk, aux côtés du poste stratégique de commandement de la Centre-2026.

Nous avons également poursuivi nos efforts systématiques pour équiper nos forces de l'armée d'armes et d'équipements modernes. Je tiens à souligner que nous avons pris des décisions importantes sur le développement de la CSTO, qui concerne, entre autres, leur componentie aérienne et la formation d'unités de défense aérienne mobiles pour des opérations militaires conjointes.

Des contacts opérationnels étroits entre nos agences de sécurité, les organismes de police et les services concernés ont contribué à renforcer la coordination entre nos pays dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, les drogues illégales, le trafic de drogue et l'immigration illégale. Nous surveillons également de près la situation en Afghanistan dans le cadre de nos efforts pour renforcer la sécurité le long des frontières extérieures de l'Organisation.

La collaboration entre les États membres de la CSTO dans le cadre de la garantie de la sécurité biologique et de la lutte contre la propagation des infections dangereuses a pris de l'ampleur.

L'année prochaine, 2027, sera particulièrement significative pour notre Organisation, marquant deux anniversaires : 35 ans depuis l'adoption du traité de sécurité collective et 25 ans depuis l'installation de la CSTO.

Nos amis au Tadjikistan, qui assureront la présidence, affrontent donc une tâche substantielle et exigeante : prendre en compte nos nombreuses années de coopération et définir les perspectives stratégiques pour son développement futur.

Naturellement, les États membres de la CSTO fourniront à leurs collègues au Tadjikistan toute l'aide dont ils ont besoin.

Russian Foreign Ministry - МИД России

#Russia : Camarade président Vladimir Poutine, a présidé une réunion du #Conseil de #sécurité #collectif de l'Organisation du traité de sécurité collective Rédacteur Miniankakai Sogoba l enfant de AES Radiologue





# RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

## LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

*Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.*

**ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org**

## AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

## DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

**myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline**

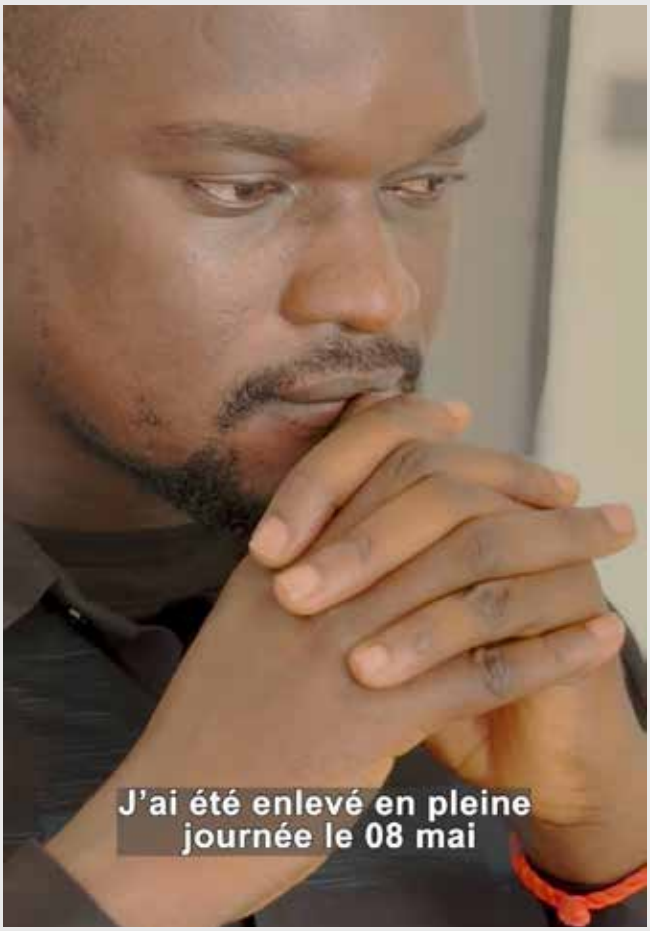
mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

**Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.**

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

## Mali : El Bechir Thiam raconte près de 5 mois aux mains de la sécurité d'état




Enlevé le 8 mai 2025 à Kati, le journaliste et militant politique El Bachir Thiam affirme avoir passé près de cinq mois dans les locaux de la Sécurité d'État malienne, en dehors de toute procédure judiciaire. Aujourd'hui en exil, il raconte ses conditions de détention et dit que plusieurs dizaines de ses codétenus sont morts.

« À un moment, j'ai arrêté de compter les décès », confie-t-il dans un entretien diffusé le 9 novembre 2026 par RFI. Membre de Yelema, le parti de l'ancien Premier ministre Moussa Mara, El Bachir Thiam dit avoir reconnu les locaux de la Sécurité d'État où des hommes encagoulés l'avaient conduit après l'avoir enlevé. Selon lui, ses ravisseurs lui ont reproché, dès le trajet, son engagement politique et son refus de soutenir les autorités de la Transition.

Le journaliste affirme que son seul véritable interrogatoire a eu lieu le jour de sa libération, à la fin de septembre 2025. Les agents l'auraient alors accusé de recevoir des financements de la France pour agir contre son pays. Dans son témoignage, il fait également état de menaces de mort destinées à le dissuader de parler de sa détention. Le 11 novembre, il a de nouveau pris la parole sur TV5MONDE, où il a évoqué des actes de torture contre des détenus.

L'enlèvement d'El Bachir Thiam est intervenu au moment où des voix s'élevaient contre la prolongation de la Transition et la dissolution des partis politiques. Amnesty International, qui a documenté sa disparition, rappelle que son lieu de détention était alors inconnu et qu'une instance des Nations unies avait demandé sa libération immédiate. L'organisation a également recensé l'enlèvement, le même jour à Bamako, d'Alhassane Abba, secrétaire général du parti Convergence pour le développement du Mali. Des hommes armés et encagoulés l'avaient emmené de son domicile. Il a été libéré le 5 juin 2025 sans avoir été présenté à la justice, selon Amnesty International.

***Moussa Diarra***

## Kati : La justice malienne rassemble sa mémoire



Le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a ouvert, mardi à l'École nationale d'administration (ENA) de Kati, un atelier de quatre jours consacré à l'histoire des juridictions et des professions juridiques et judiciaires du Mali. Présidée par le ministre Mamoudou Kassogué, la rencontre vise à constituer un fonds documentaire de référence et à transmettre les savoirs acquis au fil des générations.

Pilotée par la Direction nationale de l'Administration de la Justice, l'initiative s'appuie sur l'expérience des professionnels qui ont contribué à l'évolution de l'institution. À l'ouverture des travaux, le directeur national, Djibrilla Aroubouna Maïga, a salué la mobilisation des participants et souligné la valeur de leurs témoignages pour retracer l'évolution des juridictions et des métiers de la justice.

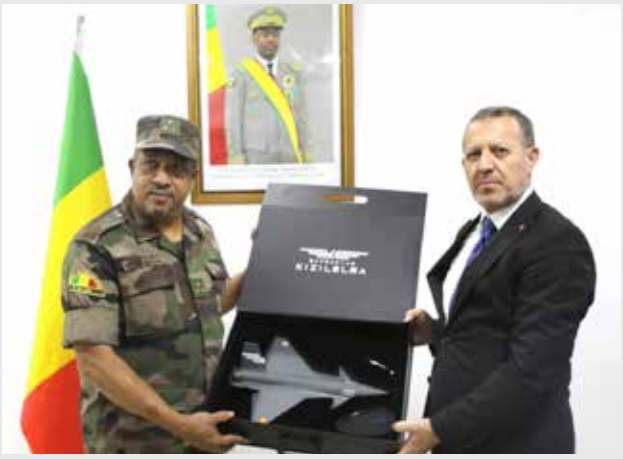
Mamoudou Kassogué a rendu hommage à plusieurs figures de la famille judiciaire, parmi lesquelles l'ancien ministre de la Justice Hamidou Younoussa Maïga, ainsi que Mes Gaoussou Haïdara, Binké Kamité et Diawoye Kanté, et Mody Coulibaly. Le ministre a salué leur dévouement au service de la Nation et leur contribution à la construction de l'institution judiciaire. « Une institution ne peut véritablement se projeter vers l'avenir que si elle connaît son histoire », a-t-il déclaré.

Le garde des Sceaux est également revenu sur les pratiques traditionnelles de règlement des différends. En évoquant la médiation, la conciliation et l'arbre à palabres, il a rappelé la place du dialogue dans la résolution des conflits au sein des communautés. Son intervention a ainsi inscrit la construction de l'appareil judiciaire moderne dans une histoire qui plonge ses racines dans les pratiques sociales du pays.

Les travaux de Kati doivent permettre de réunir des repères sur l'évolution des juridictions et des professions qui les font vivre. Le ministère entend mettre cette documentation au service de la transmission des savoirs professionnels et éclairer les réformes futures à partir de l'expérience de l'institution.

***Fatou Sissoko***

## BAMEX 26 : Le Mali et la Türkiye renforcent leur coopération sécuritaire



La formation des forces maliennes et le partage d'expertise ont dominé les échanges entre le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Daoud Aly Mohammedine, et le vice-ministre turc de la Défense nationale, Bilal Durdali. L'audience s'est tenue mercredi 11 novembre 2026 à Bamako, en marge du Salon international de la défense et de la sécurité (BAMEX 26).

À la tête d'une délégation turque, Bilal Durdali a fait part de la disponibilité de son pays à accompagner le Mali dans le renforcement des capacités opérationnelles de ses forces armées et de sécurité. Les deux parties ont évoqué la mise en place de programmes de formation et le partage d'expériences entre leurs services.

La délégation turque s'est dite prête à mobiliser son expertise dans les domaines abordés au cours de la rencontre.

La lutte contre le terrorisme a occupé une place centrale dans les discussions. Les échanges ont également porté sur le trafic de drogue et la criminalité transnationale, deux domaines dans lesquels les délégations ont exprimé leur volonté de renforcer la coopération. La protection civile figurait aussi à l'ordre du jour de l'audience, aux côtés des questions liées aux capacités d'intervention des forces maliennes.

Daoud Aly Mohammedine a salué la qualité des relations entre Bamako et Ankara et présenté la Türkiye comme un partenaire stratégique du Mali dans la lutte contre le terrorisme. Le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre les échanges entre les deux pays afin que leur coopération réponde aux besoins des services chargés de la sécurité et de la protection civile.

En recevant la délégation turque à l'occasion du BAMEX 26, le ministre malien a ainsi placé la formation au premier rang des pistes de travail. Les modalités et le calendrier des programmes évoqués lors de l'audience restent à préciser.

***Arouna Sidibé***

## Forum de Bamako : Les étudiants de l'IHEM au cœur des débats sur l'éducation



Les étudiants de l'Institut des hautes études en management (IHEM) ont pris part, du 5 au 7 novembre 2026, à la 26e édition du Forum de Bamako. Consacrée à la refondation du système éducatif malien, cette rencontre leur a permis de suivre les débats sur les liens entre l'éducation, les valeurs culturelles et les besoins de développement du Mali et de la sous-région.

Organisé par la Fondation Forum de Bamako, dont le siège est installé au sein de l'IHEM, le rendez-vous a placé la question de la formation au centre des échanges. Comment mieux ancrer l'enseignement dans les réalités culturelles du pays tout en préparant les jeunes aux exigences de la vie professionnelle ? Cette question rejoint les préoccupations des étudiants, pour qui le choix d'un parcours de formation engage aussi les perspectives d'insertion sur le marché du travail.

Au fil des sessions, les étudiants de l'IHEM ont pu se familiariser avec les enjeux d'une réforme qui concerne à la fois les établissements d'enseignement, les apprenants et le monde du travail. Les discussions leur ont notamment donné l'occasion de replacer leur propre parcours dans un débat plus large sur les compétences dont le pays a besoin et sur la manière dont l'enseignement peut contribuer à les développer.

Pour l'IHEM, cette participation s'inscrit dans une démarche pédagogique qui associe les enseignements en salle à la découverte des débats publics. En suivant les travaux du Forum, les étudiants ont pu confronter les notions abordées dans leur cursus aux questions que soulève la refondation de l'éducation au Mali. La dimension sous-régionale du thème les a également invités à considérer les besoins de formation à une échelle plus large, en lien avec les défis économiques et sociaux auxquels font face le Mali et ses voisins.

***Fatou Sissoko***

Maison de la Presse

MP

**Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise**

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

**La Certification de l'Information** : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

**La Culture de l'Apaisement** : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

**La Vigilance Numérique** : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

**Fait à Bamako, le 26 avril 2026**

**Le Président**

MAISON DE LA PRESSE
Le President

**El Hadj Bandiougou DANTE,**
**Chevalier de l'Ordre National**

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

# Dougoukoloko : Les FAMa interviennent près de Koumantou et de Tonka



Les Forces armées maliennes (FAMa) ont mené deux interventions le mercredi 11 novembre 2026 dans le cadre de l'opération Dougoukoloko. Selon l'État-Major général des armées, au moins cinq membres présumés de groupes armés terroristes ont été neutralisés lors de ces actions, conduites près de Koumantou et de Tonka. L'armée annonce également la récupération d'armes et de motocyclettes ainsi que la destruction d'un drone.

La première intervention s'est déroulée au carrefour de Bablena, à environ quinze kilomètres à l'ouest de Koumantou. D'après le communiqué militaire, l'exploitation de renseignements a permis aux FAMa d'intercepter un détachement en déplacement, que l'état-major présente comme appartenant à des groupes armés terroristes. Les militaires ont engagé le combat avec ce détachement. Le bilan annoncé fait état de trois personnes neutralisées. Quatre motocyclettes et trois pistolets-mitrailleurs ont été récupérés sur les lieux, selon la même source.

À Bablena, le renseignement a donc précédé l'intervention contre un groupe en mouvement. Le communiqué situe précisément l'accrochage au carrefour, où les militaires ont intercepté le détachement. L'état-major inscrit cette action dans les missions permanentes de surveillance, de contrôle et de sécurisation du territoire menées par les FAMa avec l'appui de leurs partenaires dans le cadre de Dougoukoloko.

Un drone détruit au sud de Tonka

La seconde intervention a eu lieu le même jour à environ six kilomètres au sud de Tonka. Une mission de surveillance y a repéré des personnes que l'état-major identifie comme des opérateurs de drone appartenant à un groupe armé terroriste.

Les FAMa ont observé la position avant d'intervenir. Selon le bilan communiqué par l'armée, au moins deux opérateurs ont été neutralisés et leur drone a été détruit. Le communiqué ne précise ni le type d'appareil ni l'usage auquel il était destiné.

Les chiffres annoncés pour les deux secteurs portent ainsi à au moins cinq le nombre de personnes neutralisées, selon le décompte de l'état-major. Le bilan de Tonka reste provisoire. Dans les zones concernées, les FAMa poursuivent leurs missions de reconnaissance, de surveillance et de ratissage. Ces opérations doivent permettre, selon l'armée, de consolider le bilan des interventions et de rechercher d'éventuelles menaces encore présentes dans les secteurs de Bablena et de Tonka.

Le communiqué ne détaille pas le rôle joué par les partenaires des FAMa dans chacune des deux interventions. Il fait état de leur appui dans le cadre général de l'opération Dougoukoloko, qui couvre des missions de sécurisation à l'échelle nationale. Les deux actions du 11 novembre ont été déclenchées à partir d'informations recueillies sur le terrain, l'une après l'exploitation de renseignements sur le déplacement d'un détachement, l'autre à la suite d'un repérage effectué lors d'une mission de surveillance.

Dans son communiqué, l'État-Major général des armées réaffirme sa volonté de poursuivre les opérations de sécurisation sur l'ensemble du territoire national. Il invite également les populations à maintenir leur soutien et leur confiance aux forces engagées. À Bablena comme au sud de Tonka, la surveillance et les reconnaissances se poursuivent en attendant l'établissement d'un bilan consolidé.

***Fatou Sissoko***



# Justice au Mali : Le PNUD équipe les services pour déployer e-Justice




Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a remis au ministère malien de la Justice et des Droits de l'Homme 160 ordinateurs portables, 70 tablettes et 155 boîtiers Wi-Fi. Destinée au déploiement de la plateforme e-Justice, cette dotation doit d'abord faciliter l'obtention du casier judiciaire et du certificat de nationalité. Le garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, a présidé la cérémonie de remise à Bamako.

La remise symbolique s'est déroulée dans la salle de conférence du ministère, en présence d'Évelyne Bamba, représentante résidente du PNUD au Mali, de membres du cabinet et du secrétariat général du département, ainsi que de plusieurs acteurs du monde judiciaire. L'appui, apporté à travers le programme PROSMED, comprend également 400 exemplaires du nouveau Code pénal et du Code de procédure pénale.

Pour Mamoudou Kassogué, les équipements doivent permettre de rendre pleinement opérationnelle la plateforme e-Justice. Dans sa première phase, celle-ci concernera deux démarches administratives et judiciaires courantes, à savoir la délivrance du casier judiciaire et celle du certificat de nationalité. Le ministère prévoit ensuite d'étendre progressivement la dématérialisation à l'ensemble des procédures judiciaires.

Le déploiement d'e-Justice doit répondre à plusieurs difficultés rencontrées par les usagers, notamment les longs délais de traitement et les files d'attente. Le ministère entend aussi réduire les risques de perte de dossiers et de falsification des documents. La première phase permettra de mesurer les effets du dispositif sur le traitement des demandes et la délivrance des deux pièces concernées, avant son extension à d'autres procédures.

Évelyne Bamba a réaffirmé la volonté du PNUD d'accompagner les autorités maliennes dans leurs efforts de modernisation de la justice et de consolidation de l'État de droit. Selon la représentante résidente, l'appui vise à améliorer les conditions de travail des services judiciaires et à faciliter l'accès des citoyens à la justice. Elle a également rappelé l'engagement de son organisation en faveur de services plus accessibles et respectueux des droits fondamentaux.

Le garde des Sceaux a salué la remise des 400 exemplaires des deux codes. Destinés notamment aux magistrats et aux auxiliaires de justice, ces ouvrages doivent faciliter la consultation des dispositions pénales et des règles de procédure. Leur diffusion doit aider les professionnels de la chaîne judiciaire à se familiariser avec les nouveaux textes qu'ils sont appelés à appliquer.

Mamoudou Kassogué a replacé cette dotation dans la politique de modernisation conduite par son département. Celle-ci s'appuie sur trois priorités, à savoir la modernisation des infrastructures judiciaires, la formation continue des professionnels et l'amélioration de l'accès à des services de proximité. Le déploiement d'e-Justice s'inscrit dans ce dernier volet. Pour les usagers, les premiers résultats attendus se mesureront au temps nécessaire pour obtenir un casier judiciaire ou un certificat de nationalité et à la fiabilité des documents délivrés.

***Fatou Sissoko***



# À Ouagadougou : L'AES passe au crible sa feuille de route




Les ministres de la Confédération des États du Sahel (AES) se réunissent les 11 et 12 novembre 2026 à Ouagadougou pour évaluer la mise en œuvre de la feuille de route de l'An II. Le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, participe à cette session conjointe, qui prépare la prochaine réunion du Collège des chefs d'État de la Confédération.

Les travaux se sont ouverts le mercredi 11 novembre sous la présidence du général de division Célestin Simporé, ministre burkinabè de la Guerre et de la Défense patriotique. La rencontre réunit les représentants du Burkina Faso, du Mali et du Niger autour des trois piliers de la Confédération : la défense et la sécurité, la diplomatie et le développement. Selon le communiqué d'ouverture, les ministres doivent examiner l'état d'avancement des activités convenues et déterminer les ajustements susceptibles d'en accélérer l'exécution.

Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, prend part à cet examen qui porte sur l'ensemble de la feuille de route. Pour les trois États, la session est l'occasion de mesurer les progrès accomplis au cours de la deuxième année de la Confédération et d'identifier les actions qui appellent un suivi plus étroit. Le communiqué fixe le cadre de cette évaluation. Les conclusions des travaux restent attendues.

En matière de défense et de sécurité, les échanges portent sur le suivi des activités arrêtées en commun. Le volet diplomatique doit permettre aux ministres de faire le point sur les actions engagées au titre de la coopération entre les trois pays. Le développement fait également l'objet d'un examen, avec pour objectif de vérifier l'avancement des activités prévues au bénéfice des populations de l'espace confédéral.



L'examen conjoint de ces trois domaines doit permettre aux ministres de disposer d'une vue d'ensemble de l'exécution de la feuille de route. Il s'agit, selon le communiqué, de consolider les acquis et d'ajuster le rythme de mise en œuvre des engagements pris par les trois pays. L'évaluation doit ainsi aider à repérer les activités qui progressent et celles dont l'exécution demande à être accélérée, conformément aux orientations des chefs d'État.

Le calendrier donne à cette session une portée particulière. En amont de la prochaine réunion du Collège des chefs d'État, le Conseil des ministres conjoint est appelé à établir un bilan de l'An II. Ce travail doit éclairer les prochaines discussions au sommet sur les priorités de la Confédération et sur les suites à donner aux activités déjà engagées.

La session de Ouagadougou doit s'achever le 12 novembre. L'attention se portera alors sur les conclusions de l'évaluation, en particulier sur les ajustements que les ministres retiendront pour les trois piliers et sur les activités dont ils jugeront nécessaire d'accélérer la mise en œuvre. Ces éléments donneront la mesure de l'avancement de la feuille de route avant le prochain rendez-vous des dirigeants de l'AES.

***Mohamed N'Diaye***

# COP31 : Abdoulaye Maïga porte la voix du Sahel à Antalya




À la tribune de la COP31, jeudi 12 novembre 2026 à Antalya, le Premier ministre malien, le général de division Abdoulaye Maïga, a défendu les priorités du Sahel face au dérèglement climatique. Le chef du gouvernement a présenté les engagements du Mali, interpellé les pays historiquement les plus émetteurs et plaidé pour une réforme du système financier international qui tienne davantage compte de la vulnérabilité des pays exposés.

Devant les chefs d'État et de gouvernement réunis en Türkiye, Abdoulaye Maïga a posé la question des résultats attendus de la conférence pour les populations déjà durement touchées. Il a rappelé que la désertification et la dégradation des terres fragilisent les moyens de subsistance au Mali et dans les autres pays de la Confédération des États du Sahel (AES). En mettant ces réalités au premier plan, il a défendu une action climatique dont les effets puissent se mesurer dans la vie quotidienne des populations.

Le Premier ministre a demandé aux pays historiquement les plus émetteurs d'honorer leurs engagements et d'accélérer la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Il a également fait du poids de la dette un enjeu de justice climatique. Selon lui, le service de la dette ne doit pas compromettre les efforts des États vulnérables pour protéger leurs populations. Son appel à réformer le système financier international s'appuie sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, inscrit dans le cadre des engagements climatiques internationaux.

À l'appui de son plaidoyer, Abdoulaye Maïga a présenté les objectifs du Mali.




La troisième Contribution déterminée au niveau national, validée le 1er octobre 2026, prévoit une réduction de 25,25 % des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035 par rapport au scénario de référence, dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des déchets.

Le chef du gouvernement a également présenté le programme énergétique Yelen Kura, qui s'inscrit dans la Vision 2063 du Mali. Ce programme prévoit l'installation de 4 142 mégawatts-crête de capacité solaire. D'après les projections exposées à Antalya, ces installations permettraient d'éviter l'émission de 132 millions de tonnes de $CO_2$ sur leur durée de vie. Le Premier ministre a aussi cité la restauration des terres dégradées et la réhabilitation des fleuves Niger et Sénégal parmi les priorités nationales.

Abdoulaye Maïga a insisté sur les liens entre climat, paix et sécurité, en s'appuyant sur la Déclaration de Bamako, adoptée en novembre 2023 à l'issue du premier Forum régional sur la sécurité climatique au Sahel. Il a rappelé que cet engagement s'est traduit au Mali par l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action.

Le Premier ministre a enfin réaffirmé la disponibilité du Mali à coopérer avec ses partenaires internationaux, dans le respect de sa souveraineté et de ses choix stratégiques. Il a ainsi porté à Antalya une position qui associe des engagements nationaux chiffrés, une demande d'équité financière et la prise en compte de la sécurité climatique dans les réponses aux défis du Sahel.

***Yacouba Ongoiba***

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

# RAMU

## Régime d'Assurance Maladie Universelle





## La SANTE accessible à CHAQUE Malien

# Danbé et Maaya : À Bamako, les chefs traditionnels au cœur de la transmission



Le Centre international de conférences de Bamako (CICB) a accueilli, mercredi 11 novembre 2026, la Journée nationale des autorités et légitimités traditionnelles. Cette édition a placé au cœur des échanges la responsabilité des chefs traditionnels dans la transmission du Danbé et du Maaya, deux ensembles de valeurs qui éclairent le rapport à soi et aux autres.

Placée sous la haute présidence du chef de l'État, le général d'armée Assimi Goïta, la rencontre a été ouverte par le ministre d'État chargé de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le général de corps d'armée Ismaël Wagué, représentant le Premier ministre Abdoulaye Maïga. Parmi les participants figuraient le ministre chargé de la Culture, Mamou Daffé, Mamadou Niaré, chef des familles fondatrices de Bamako, ainsi que des représentants du Mogho Naaba du Burkina Faso et de l'association des chefs traditionnels du Niger.

Dans son intervention, Ismaël Wagué a souligné la contribution des autorités traditionnelles à la refondation de l'État. Il a notamment insisté sur leur rôle dans le dialogue entre les cultures, la réconciliation et le renforcement de la cohésion sociale.

Mamou Daffé a, pour sa part, rappelé le sens des deux notions retenues pour cette édition. Le Danbé renvoie à la dignité, à l'honneur, à la responsabilité et au respect de soi. Le Maaya exprime l'humanisme, la solidarité, la fraternité et le respect mutuel.

Instituée par un décret du 4 mars 2022, cette journée vise à valoriser les fonctions des autorités traditionnelles et à renforcer leur participation à la gouvernance et à la prévention des conflits. L'édition 2026 s'inscrit dans l'Année de l'éducation et de la culture 2026-2027, qui accorde une place aux repères culturels nationaux dans la refondation du système éducatif. Une parade des communautés du Mali figurait également au programme de la journée au CICB.

***Fatou Sissoko***

# COMMUNIQUÉ

## DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

**Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025**

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

## Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

### 1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

### 3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

### 2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

### 4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

### 5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

*La Banque Malienne de Solidarité SA.*

# UPA : Le Burkina Faso décroche le secrétariat général



Le Burkinabè Bahouaba Norbert Tankoano a été élu secrétaire général de l'Union parlementaire africaine (UPA) à Lomé, au Togo, à l'issue de la 86e session du Comité exécutif de l'organisation, tenue les 10 et 11 novembre 2026. Avec 17 voix sur 23 votants, il remporte le scrutin à bulletin secret et succédera au Nigérien Idi Gado Boubacar pour le mandat 2027-2030.

Issu de l'Assemblée législative du peuple (ALP) du Burkina Faso, Bahouaba Norbert Tankoano était opposé à Bouba Halidou, candidat de l'Assemblée nationale du Cameroun. Il deviendra le huitième secrétaire général de l'organisation.

Administrateur parlementaire, le nouveau secrétaire général élu a notamment exercé les fonctions de secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale du Burkina Faso. Il a également été secrétaire exécutif du Comité interparlementaire du G5 Sahel et chef du service des organisations et assemblées parlementaires africaines. Ce parcours l'a conduit à exercer des responsabilités dans l'administration d'une assemblée nationale et dans la coopération entre institutions législatives.

À la tête du secrétariat général de l'UPA, il sera chargé d'assurer le fonctionnement administratif de l'organisation, de coordonner ses activités et de veiller à l'application des décisions de ses instances dirigeantes. Son mandat devra également contribuer au renforcement des échanges et de la coopération entre les parlements africains.

Pour Daouda Diallo, quatrième vice-président de l'ALP et chef de la délégation burkinabè à Lomé, cette élection est le fruit d'un travail de mobilisation et de concertation auprès des parlements africains, en particulier au sein du groupe géopolitique de l'Afrique de l'Ouest. Il y voit une marque de confiance envers le Burkina Faso et une occasion pour le pays de faire davantage entendre sa voix dans les débats sur l'avenir du continent. Le résultat du scrutin donne ainsi à Ouagadougou une nouvelle place dans la diplomatie parlementaire africaine.

***Arouna Sidibé***

# Transports en Côte d'Ivoire : Des entreprises américaines proposent leurs solutions



Le ministre ivoirien des Transports, Amadou Koné, s'est entretenu avec Sean Carver, haut conseiller au Bureau des affaires africaines du Département d'État américain, accompagné du chargé d'affaires des États-Unis, Junaid Munir. Au menu des échanges figuraient les propositions de plusieurs entreprises américaines qui souhaitent contribuer à la modernisation du secteur des transports en Côte d'Ivoire.

La rencontre a permis aux responsables américains d'aborder directement avec le ministre les pistes de coopération proposées par ces entreprises. Le ministère ivoirien des Transports était ainsi l'interlocuteur d'une démarche à la fois économique et diplomatique, dans laquelle la représentation américaine a accompagné les propositions du secteur privé auprès des autorités ivoiriennes.

À l'issue de l'entretien, Junaid Munir a remercié Amadou Koné pour son engagement en faveur du renforcement des relations commerciales entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis. Le chargé d'affaires a ainsi inscrit les discussions sur les transports dans le cadre plus large des échanges économiques entre les deux pays. La présence de Sean Carver associait à cette démarche le Bureau des affaires africaines du Département d'État.

Des propositions au stade des échanges

La communication américaine sur la rencontre ne précise ni l'identité des entreprises concernées ni la nature des solutions soumises au ministre. Elle ne donne pas non plus d'indication sur les segments du secteur visés, le coût des projets éventuels ou leur calendrier de mise en œuvre.

À ce stade, les échanges portent donc sur des propositions d'entreprises. Leur éventuelle concrétisation dépendra des suites que les autorités ivoiriennes et les sociétés concernées donneront à cet entretien. Pour les deux pays, le secteur des transports constitue ainsi un terrain de discussion commerciale, autour de la contribution que des entreprises américaines pourraient apporter aux priorités de modernisation de la Côte d'Ivoire.

***Arouna Sidibé***

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

# SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



**Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.**

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

## CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

**Premier essai gratuit**

# Forum international sur le sport : Dix éditions pour unir l'Afrique




Le Forum international sur le sport (FIS) donne rendez-vous au public le samedi 21 novembre 2026 à 15 heures au Palais des Sports de Bamako pour la cérémonie officielle de sa dixième édition. Présentée lors d'une conférence de presse, cette édition anniversaire aura pour thème « 10 ans au service du sport : unir, inspirer et transformer l'Afrique ».

À l'approche de la cérémonie, les organisateurs ont profité de la rencontre avec les médias pour présenter les ambitions de cette édition. Le thème retenu met l'accent sur la capacité du sport à rassembler et à susciter des initiatives en faveur de la jeunesse. Pour le Forum, ce dixième rendez-vous est aussi l'occasion de rappeler la place que le sport peut occuper dans le développement du continent.

Dans leur message publié après la conférence de presse, les organisateurs ont remercié les journalistes et les autres professionnels des médias qui ont répondu à leur invitation. Ils ont également salué le soutien d'Ibrahim Konaré, promoteur du restaurant La Pirogue, qui a mis gratuitement sa salle à disposition pour accueillir la présentation. L'équipe du Forum a vu dans ce geste une marque de solidarité envers les initiatives qui associent sport et jeunesse.

Les organisateurs ont aussi tenu à remercier les personnes qui accompagnent la préparation de l'événement et dont la contribution reste parfois peu visible. Leur appel à la mobilisation s'adresse à l'ensemble de ceux qui peuvent concourir à la réussite du rendez-vous, des partenaires qui apportent un soutien matériel aux professionnels des médias qui relaient l'information auprès du public.

Après cette présentation à la presse, la cérémonie du 21 novembre constituera le prochain temps fort annoncé par les organisateurs. C'est au Palais des Sports que le Forum marquera ses dix ans et donnera corps au thème choisi pour cette édition anniversaire.

***Fatou Sissoko***

# HOROSCOPE

## Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

## Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

## Gémeaux (20 mai - 21 juin )

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

## Cancer (21 juin - 21 juillet )

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

## Lion (22 juillet - 23 août )

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

## Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

## Balance (23 septmbre - 22 octobre )

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

## Scorpion (23 octobre - 22 novembre )

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

## Capricorne (21 décembre -20 janvier )

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

## Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !




L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

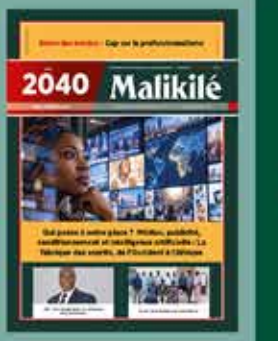
QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS






















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

# 70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com